

Jean-Paul Philippot, administrateur général de la RTBF «Le nouveau siège devrait sortir de terre dès l'automne prochain»

LE RÉSUMÉ

Le financement portant la construction du nouveau siège de la RTBF **est bouclé sur fonds propres.**

Pour renflouer les caisses, **20 hectares de terrain ont été revendus** à la Société d'aménagement urbain (SAU) régionale.

D'ici 2025, un nouveau parc des médias devrait naître à Reyers.

INTERVIEW

PHILIPPE COULÉE

Il y a quelques jours, Jean-Paul Philippot, l'administrateur général de la RTBF, était de passage au Mipim (Cannes), le salon international des professionnels de l'immobilier. Mieux: il y présentait, dans un des auditoriums du palais des Festivals, les nouveaux murs de ses équipes à un parterre de professionnels. L'occasion d'une interview exclusive pour L'Echo.

Dans votre planning de construction du nouveau siège de la RTBF, vous semblez très optimiste quant au calendrier d'obtention des permis. Ce timing à la baguette est-il conditionné par l'échéance électorale prochain et par un remaniement au niveau du CA de la RTBF?

Pas du tout. Au niveau du conseil d'administration, toutes les décisions sont actées et acquies. Y compris le financement du projet,

que nous allons piloter nous-mêmes, sans subside dédié du gouvernement. L'impact financier, au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles, est acté dans le périmètre de consolidation et géré dans notre contrat de gestion-cadre, signé en décembre dernier. À l'instar de ce que font nos collègues flamands, nous devons garantir une neutralité financière sur la durée de l'amortissement (normes SAC) du chantier. Par contre, notre ligne du temps économique est, elle, contraignante, car on veut réaliser un amortissement accéléré de nos investissements sur fonds propres. On a anticipé cela; pour y parvenir, nous avons réduit à zéro notre en-

dettement fin 2018, de manière à recréer une capacité d'endettement partiel sur nos futurs murs.

Comment vous êtes-vous renfloué?

Partant du principe que nous n'avons pas la compétence requise pour jouer les promoteurs immobiliers sur nos terres, nous avons notamment vendu tout notre patrimoine – terrains et bâtiments RTBF-VRT, environ 20 hectares – à la Société régionale d'aménagement urbain (SAU), qui y développera le projet Mediapark. À l'exception, bien sûr, des parcelles sur lesquelles nous allons reconstruire le nouveau siège opérationnel.

Quel est alors votre calendrier contraignant?

Pour nous, l'échéance est désormais liée à notre déménagement. Et nous n'investissons plus dans les murs que nous allons quitter. Dans ceux-ci, le niveau d'obsolescence va donc rapidement se faire sentir. Nous avons en parallèle besoin de pouvoir investir en temps voulu dans les nouvelles infrastructures pour planifier à temps et à

heure la bascule numérique que nous avons lancée ces derniers mois.

Mais vous espérez vraiment décrocher votre permis de bâtir endéans six mois?

Sauf éventuels recours, je pense que c'est jouable. Nos dernières réunions concernant l'étude d'incidences sont planifiées cette semaine. L'enquête publique va débiter avant l'été, directement suivie par la commission de concertation. Donc, si tout se passe bien, il n'est pas utopique de pouvoir démarrer en septembre. On a lancé en parallèle l'appel européen sur le marché de travaux le 18 février dernier, avec une clôture de remise des offres le 3 mai. Ce qui nous laisse le temps de tout analyser et de poursuivre la procédure durant l'été. On espère attribuer le marché en septembre et entamer les travaux à l'automne, une fois la période de «standstill» terminée. On en a alors pour 24 mois de chantier. Donc, on devrait, sauf mauvaise surprise, pouvoir faire le «plug & play» vers le nouveau siège à l'automne 2021.

Et pour le déménagement des technologies, un calendrier est-il déjà arrêté?

D'un côté, on ne peut pas trop tarder. Tout

est éphémère chez nous, désormais. Prenez la régie du JT. Elle a une durée de vie limitée. Je ne peux pas la tirer deux ou trois ans de plus. Et si je réinvestis dedans, c'est intenable financièrement. Le studio 6 est déjà plein de trous partout.

Mais dans le même temps, on est en train de vivre une révolution profonde en matière de technologies, en passant de statut de propriétaire de nos infrastructures lourdes à une transmission de signal via Internet. Pour faire simple, on passe d'un branchement physique par câble, passablement coûteux, à une transmission de signal via un routeur (Wifi). Et plus on attend, plus on aura de la maturité en termes de technologie dernier cri. Donc, le calendrier d'installation technologique dans nos nouveaux murs n'est pas encore arrêté.

Comment voyez-vous se peupler Mediapark, le parc des médias souhaité par la Région bruxelloise autour de votre futur siège et de celui de la VRT?

Ce qui est déjà certain, c'est que vont venir nous rejoindre sur le site la Haute-Ecole Prigogyne, qui va s'installer juste à côté de notre bâtiment, et l'IHECS, qui est en train de négocier avec la SAU l'acquisition des fonciers pour construire ses nouveaux murs.

Il y a également le projet de fusion entre l'IHECS et la faculté de journalisme de l'ULB. À terme, dans l'hypothèse où cela se concrétise, on aurait, sur notre seuil, la plus importante faculté de journalisme d'Europe. Si vous ajoutez les métiers ciblés par la Haute-Ecole Prigogyne en matière de technologies des médias, on a un centre de compétences et de formation assez impressionnant. On parle aussi d'un cycle professionnel court, plus qualifiant, qui verrait prochainement le jour.

Et si on ajoute encore RTL, LN24 et d'autres satellites proches, on aura un écosystème vraiment significatif sur un périmètre géographique très circonscrit. À terme, je suis convaincu que cela donnera naissance à un cluster unique en Europe.

Vous voyez naître ce pôle et ce bassin de compétences à quel horizon?

Je pense, je l'espère du moins, que d'ici 2025, cela pourra prendre corps.